I-01-2003

**Modèle de développement et mouvements
sociaux : l'exception québécoise**

par Jacques L. Boucher

Communication présentée au Colloque

« *Petites sociétés et minorités nationales : enjeux
politiques et perspectives comparées* »

Université d'Ottawa et Université du Québec en

Outaouais, du 21 au 24 août 2002

Juillet 2003

ISBN : 2-89276-309-6

Note sur l'auteur :

Jacques L. Boucher est professeur au département de travail social et des sciences sociales de l'Université du Québec en Outaouais (UQO).

PRÉSENTATION DES CAHIERS DE L'ARUC

Comme son nom l'indique bien, l'**Alliance de recherche universités-communautés (ARUC) en économie sociale** mise sur le partenariat pour la recherche, la formation et la diffusion. La diffusion fait appel à une diversité de moyens et d'outils, l'un de ceux-ci étant des cahiers, généralement appelés « documents de travail » (*working papers*). Si ces cahiers constituent d'humbles instruments, ils nous apparaissent bien adaptés pour favoriser une diffusion rapide destinée à alimenter la discussion et l'échange entre chercheurs et partenaires du milieu. À cette fin, nous proposons trois catégories de cahier :

- des **cahiers de recherche - série R** - (couleur *rouille*) qui rendent compte de résultats de recherches menées en partenariat ;
- des **cahiers de transfert - série T** - (couleur *sauge*) qui tirent de ces recherches des contenus pour la formation et pour le renouvellement des pratiques, des formes d'interventions ou encore des façons de faire ;
- des **cahiers d'interventions - série I** - (couleur *jaune*) qui constituent des prises de position ou des avis formulés par des partenaires du milieu ou des chercheurs. Ces interventions, s'appuyant par ailleurs souvent sur des travaux de recherche, peuvent viser soit à influencer des politiques, mesures et orientations de différents acteurs intervenant en économie sociale, soit à faire connaître des orientations stratégiques dans un domaine donné ; elles peuvent aussi constituer une prise de position ou une opinion dans un débat traversant ce mouvement.

Si l'économie sociale fournit le fil conducteur de nos activités, le domaine couvert est relativement large puisqu'il inclut aussi bien des thématiques à dominante économique que sociales : le développement local, le développement durable, le maintien en emploi et l'insertion par l'emploi, les services aux personnes, le logement communautaire et social, le tourisme social et les initiatives chez les autochtones et les groupes ethniques. Les questions liées à l'évaluation sociale et aux comparaisons internationales, pour ne citer que celles-là, intéressent tous les secteurs identifiés précédemment.

L'économie sociale repose non seulement sur une économie plurielle (formes marchandes, non marchandes et non monétaires) mais vise également un élargissement de notre compréhension de l'économie et par la suite un renouvellement de nos pratiques sociales et nos interventions dans le domaine du développement économique et social. Enfin, en raison des interfaces que l'économie sociale entretient avec le secteur privé et le secteur public, l'intérêt des questions traitées dans nos cahiers déborde le seul secteur de l'économie sociale pour atteindre l'ensemble de la société civile.

On comprendra que les textes publiés dans les Cahiers de l'ARUC en économie sociale sont la responsabilité exclusive des auteurs et n'engagent que ceux-ci. Les textes sont disponibles sur le site WEB de l'ARUC en économie sociale à l'adresse suivante : www.aruc-es.uqam.ca.

Jean-Marc Fontan
Codirecteur

Nancy Neamtan
Codirectrice

Table des matières

Liste des tableaux.....	iii
<i>Liste des tableaux.....</i>	<i>iii</i>
Liste des abréviations, sigles et acronymes.....	v
INTRODUCTION.....	1
1- <i>Modèle de développement et mouvement social.....</i>	<i>3</i>
2. <i>Des exceptions en Amérique du Nord.....</i>	<i>5</i>
2.1 <i>Le mouvement syndical.....</i>	<i>5</i>
2.2 <i>Le mouvement communautaire ou associatif.....</i>	<i>7</i>
3. <i>L'invention de nouvelles formes d'entrepreneuriat et de gouvernance.....</i>	<i>8</i>
3.1 <i>Le mouvement syndical : de l'affrontement à la concertation.....</i>	<i>9</i>
3.2 <i>Le mouvement communautaire : de la revendication au partenariat.....</i>	<i>12</i>
CONCLUSION	18
BIBLIOGRAPHIE.....	21
Annexe	
<i>Annexe I Liste des cahiers de l'ARUC-ÉS.....</i>	<i>25</i>

Liste des tableaux

Liste des tableaux

Tableau 1 : Effectifs syndicaux au Québec	6
Tableau 2 : Taux de syndicalisation en Amérique du Nord	6

Liste des abréviations, sigles et acronymes

CEQ :	Centrale de l'enseignement du Québec
CSN :	Confédération des syndicats nationaux
CSQ :	Centrale des syndicats québécois
ESOP :	Employee Stock Ownership Plans
FRAPRU :	Front d'action populaire en réaménagement urbain
FTQ :	Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec
HLM :	Habitation à loyer modique
SOLIDE :	Société locale d'investissement dans le développement de l'emploi

INTRODUCTION

Au cours des 30 dernières années, nous avons été témoins de transformations profondes de nos sociétés industrielles avancées, entre autres de leur modèle de développement économique et social (Boucher, 2001; Lipietz, 1996 et 1989). En effet, le modèle de développement qui s'est largement répandu au cours de la période d'Après-guerre a commencé à se gripper à la fin des années 1960. On qualifie ce modèle de société industrielle ou salariale, ou encore de modèle de développement fordiste et providentialiste. Pour être bref, disons que les compromis entre les grands acteurs sociaux qui ont soutenu la croissance pendant la période qui a suivi la Deuxième guerre mondiale ne tenaient plus la course sous la pression de la contestation tant de la forme d'organisation du travail par les ouvriers que de la forme de régulation étatique par divers mouvements sociaux, syndical et associatif entre autres.

Bien que tardivement par rapport à d'autres régions d'Amérique du Nord, le Québec est rentré de façon accélérée dans cette dynamique modernisatrice (Vaillancourt, 1988). Mais le modèle de développement y a pris des colorations particulières avec l'émergence de nouvelles élites francophones qui ont profité d'un appui important de l'État québécois comme d'une institution collective telle que le Mouvement Desjardins (Bélanger, 1998; Dupuis, 1995). Or ce modèle a évolué, grâce entre autres à des modifications décisives des politiques industrielles de l'État québécois (Bourque, 2000), mais aussi avec la poussée de nouveaux acteurs sociaux dans le champ de l'économie sociale et du développement local, alors que des mouvements sociaux plus anciens révisaient leurs stratégies (Bélanger, Boucher et Lévesque, 2000; Boucher, 1994 et 1992; Bélanger et Lévesque, 1992).

Aussi peut-on se demander si les mouvements sociaux jouent un rôle décisif dans l'articulation d'un modèle de développement. Contribuent-ils à la mise en place d'un modèle de développement d'un ensemble social donné, à sa remise en cause comme à son renouvellement? À cet égard, on peut aussi penser que les acteurs sociaux, et parmi eux les mouvements sociaux, élaborent des réponses et des arrangements originaux dans des sociétés de petite dimension, étant donné leur fragilité et l'incertitude qui les tenaillent dans le processus actuel de mondialisation. Ce texte cherche à montrer qu'au Québec, les

mouvements sociaux contribuent à la mise en place de configurations institutionnelles et de modes de régulation des rapports sociaux qui constituent des réponses particulières sur le plan du développement socio-économique dans l'ensemble de l'Amérique du Nord.

Dans ce but, nous commençons par donner quelques précisions sur la notion de modèle de développement et sur celle de mouvement social. Ensuite, parmi les mouvements sociaux, nous faisons ressortir que les syndicats et le mouvement communautaire ou associatif québécois constituent, sur différents aspects, des exceptions dans l'ensemble de l'Amérique du Nord. Cela nous permet de soutenir, en troisième lieu, qu'ils jouent, dans la configuration québécoise de développement, un rôle de premier plan dans l'établissement de nouvelles formes de gouvernance et le développement d'une économie plurielle.

1- Modèle de développement et mouvement social

Tout comme la notion d'économie sociale, l'idée de modèle de développement et même la notion de mouvement social ont pris des sens fort différenciés selon l'interlocuteur qui les utilise. Par les temps qui courent, la notion de modèle de développement est puissamment entrée dans les discours politiques partisans. Or la question du développement d'une société demeure beaucoup plus complexe et riche que le choix entre un modèle passé, celui de la « Révolution tranquille », et un modèle dit nouveau, modernisateur, le modèle néolibéral, que l'on présente comme la seule alternative (Bourque, 2000).

D'un point de vue analytique, disons que l'idée de modèle de développement est utilisée pour saisir l'orientation que prend le développement social, économique, institutionnel et culturel d'une société. Elle rappelle le concept d'« historicité » qu'Alain Touraine (1984 et 1978) utilise pour désigner l'action des mouvements sociaux sur l'orientation de la société, dans la conflictualité avec les autres acteurs, bref du travail de la société sur elle-même, à travers tous les compromis que cela peut supposer pour qu'elle n'éclate pas. Autrement dit, le modèle de développement apparaît comme le produit ou la résultante de l'état des rapports sociaux d'une société donnée et historiquement située, fait de compromis et d'arrangements institutionnalisés entre acteurs sociaux; arrangements qui peuvent être constamment remis en cause tant sur le plan de la production, de la consommation et de la redistribution que des représentations que l'on se fait du développement et du mode de vie en société. Si le modèle de développement fait référence au mode de production et au mode de régulation liés à un régime d'accumulation (Boyer, 1986), donc dans un espace plutôt macroéconomique, il est aussi imbriqué dans les rapports sociaux, les représentations et les valeurs portés par un paradigme de développement (Lipietz, 1989), dans des logiques ou grandeurs (Boltanski et Chiapello, 1999) et dans des modes de coordination ou de gouvernance, toutes des dimensions identifiables dans un espace aussi bien micro ou local que macro ou national.

Dans une telle perspective, la notion de « configuration » de développement (Bourque, 2000) suggère une portée heuristique sans doute encore plus nette en plus d'échapper, jusqu'à maintenant du moins, à son utilisation partisane. Elle laisse place à

différentes dimensions et espaces pour, en même temps, soutenir l'idée de système tout comme de réseau. Par le fait même, elle permet de tenir compte de l'agir des différents acteurs dans la société, dont les mouvements sociaux. Mais que doit-on entendre par mouvement social?

Il s'est développé diverses conceptions des mouvements sociaux dans les sciences sociales dont certaines sont diamétralement opposées (Boucher, 2002). D'un côté, on conçoit les mouvements sociaux comme complètement dominés et intégrés dans la structure sociale selon les différentes approches structuralistes, qu'elles soient fonctionnalistes (Smelser, 1962) ou marxistes (Althusser et Balibar, 1970). D'un autre côté, on subordonne l'action collective aux stratégies ou calculs d'intérêts des individus comme le soutiennent les différentes variantes de l'individualisme méthodologique (Olson, 1971). En contrepartie de ces perspectives réductrices du mouvement social en tant qu'acteur collectif autonome, les perspectives stratégiques (Crozier et Friedberg, 1977) ou en termes de mobilisation des ressources (Tilly, 1985) ouvrent tout l'espace social à l'action des acteurs, l'enjeu central tournant autour des stratégies comme des ressources dans la foulée des intérêts des groupes.

C'est en resituant les mouvements sociaux dans la dynamique des rapports sociaux que nous pouvons appréhender la complexité et les diverses dimensions de l'action collective de ces acteurs comme sujets. La démarche passe généralement par la rupture soit de l'individualisme méthodologique, comme le réalise l'économie des conventions et des grandeurs (Boltanski et Chiapello, 1999), soit de l'orthodoxie et du structuralisme marxistes comme le font l'approche en termes de régulation (Boucher, 1990; Lipietz, 1989 et 1979), ou l'actionnalisme (Touraine, 1978), ou encore le néomarxisme (Offe, 1985). Il importe donc de tenir compte des différentes dimensions de l'action des mouvements sociaux. En effet, il ne s'agit pas de simples groupes d'intérêt ou encore de pression, mais d'une action organisée en direction de l'orientation de la société, de la structure des rapports sociaux (Melucci, 1985), de son modèle de développement en quelque sorte. Ainsi, un mouvement social est à la fois, bien que souvent selon des périodes ou étapes distinctes, opposition et projet, identité et totalité.

Ainsi, il existe, théoriquement du moins, un lieu de rencontre entre modèle de développement et mouvements sociaux. Il s'agit de l'orientation d'une société donnée, des

enjeux du développement de cette société et de son contrôle. On peut supposer que la place que tiennent les mouvements sociaux dans une structure sociale spécifique contribue à la construction d'un modèle particulier de développement, ce qui serait le cas de la société québécoise.

2. Des exceptions en Amérique du Nord

Nous sommes habitués à entendre que le Québec fait exception au Canada. Or, en ce qui concerne les mouvements sociaux, il y existe des particularités nord-américaines non négligeables pour qui veut comprendre cette société. Je vais ici m'en tenir au mouvement syndical et au mouvement communautaire, bien que l'on pourrait également y faire ressortir des traits d'exception pour le mouvement des femmes à coup sûr, ainsi que pour le mouvement pacifique¹ et peut-être aussi pour le mouvement écologique. Commençons par le mouvement syndical.

2.1 Le mouvement syndical

Le premier trait particulier qu'il faut noter du mouvement syndical québécois, c'est son pluralisme. Alors qu'aux États-Unis et dans le reste du Canada, une centrale regroupe pratiquement tous les syndicats dont un certain nombre se retrouvent de chaque côté de la frontière, nous retrouvons, au Québec, quatre centrales syndicales. Bien que ces organisations syndicales ne se différencient pas fondamentalement sur le plan idéologique (tendance social-démocrate, perspective plutôt commune sur la question nationale), le pluralisme syndical reste bien réel et ce, sur le plan des regroupements professionnels et des secteurs d'activités, d'un certain nombre de stratégies et sur le plan des services, ce qui contribue à une concurrence parfois assez vive quant à la représentation salariale.

En deuxième lieu, depuis la reconnaissance syndicale dans les services publics au milieu des années 1960 (Boucher, 1992), les syndicats québécois ont augmenté et maintenu de façon constante leur représentation des salariés et cela, au-dessus de la moyenne

¹ Montréal a été, au cours de l'hiver 2003, le théâtre de manifestations parmi les plus importantes au monde contre la guerre en Irak, bien que les Québécois ne manifestent guère de sentiments anti-états-uniens selon les commentateurs.

canadienne² et surtout états-unienne comme le montrent les deux tableaux qui suivent. Depuis le tournant des années 1990, le taux de représentation salariale des syndicats québécois se maintient à 40 %, ou légèrement plus, tandis que pour l'ensemble du Canada, il ne dépasse pas 38 % pour descendre à moins de 20 % aux États-Unis. De la sorte, les syndicats québécois ont acquis un statut, une reconnaissance et un impact uniques en Amérique du Nord.

Tableau 1 : Effectifs syndicaux au Québec

Année	Effectifs	% des salariés
1966	591 551	35,7
1971	728 263	37,6
1976	788 668	34,8
1981	880 199	35,4
1985	970 900	38,2
1990	1 120 650	39,0

Source: Dionne (1991) et Rouillard (1989)

Tableau 2 : Taux de syndicalisation en Amérique du Nord

	Québec	Canada	État-Unis
1988	39%	37%	20%
Depuis	+/- 40%	37%-38%	- de 20%

Sources : Dionne (1991), Rouillard (1989), Bureau de la statistique du Québec

Mais c'est sans doute sur le plan de l'orientation de l'action syndicale que cet impact s'est fait sentir au cours du dernier demi-siècle. Tout en ayant été un acteur important parmi les

² Selon les années, le taux de représentation syndicale est plus élevé à Terre-Neuve (52,4% en 1988, selon Dionne, 1991), une province peu peuplée et dont le salariat est moins étendu qu'au Québec et en Ontario.

forces sociales qui ont contribué à la modernisation du Québec et de son État, les syndicats québécois ont fait preuve, du milieu des années 1960 jusqu'au début des années 1980, d'un radicalisme inégalé en Amérique du Nord. Ce radicalisme avait comme cible à la fois l'autoritarisme et le centralisme de l'État tout en réclamant de meilleurs services publics, et les grandes multinationales américaines et le capitalisme (Boucher, 1994 et 1992). Il s'est manifesté dans les positions des trois principales centrales syndicales, mais aussi par un degré d'arrêts de travail plus élevé qu'ailleurs en Amérique du Nord avec des grèves souvent très longues, dans les entreprises privées surtout (Grant, 1990).

Nous pourrions soutenir qu'un radicalisme du même type a traversé le mouvement communautaire québécois au cours des années 1970 à l'égard du rôle de l'État québécois (Bélanger, Boucher et Lévesque, 1994; Bélanger et Lévesque, 1992). Mais c'est surtout sur d'autres dimensions que ce mouvement social s'est particularisé au Québec.

2.2 *Le mouvement communautaire ou associatif*

Bien que ce soit moins documenté que pour le syndicalisme, le mouvement communautaire ou associatif du Québec fait lui aussi exception dans l'ensemble de l'Amérique du Nord. Cette différence ne vient pas vraiment de l'étendue des secteurs d'intervention et d'activités. En effet, la tradition de défense des droits (*civil rights*), du développement local ou communautaire, et l'implication des associations dans la prestation de divers services à la population comme dans le champ culturel sont au moins aussi importantes sinon plus anciennes dans le reste du Canada (Chouinard et Fairbairn, 2002; Bagaoui, Dennie et St-Amand, 1999) et aux États-Unis surtout (Favreau, 2000). Le poids en nombre des associations et des membres impliqués n'est sans doute pas plus élevé au Québec. C'est plutôt ailleurs que résident les particularités associatives québécoises.

La première à noter concerne les capacités fédératrices du mouvement communautaire, sur le plan national (ensemble du territoire) comme sur le plan sectoriel (D'amours, 2002). Alors que les nombreuses associations et organisations communautaires de l'Ontario voisin sont plus ou moins diffuses dans le tissu social et institutionnel local, celles du Québec sont très largement réunies organiquement dans des regroupements et des fédérations selon les secteurs d'activités ou encore les missions. Cette tendance assure au mouvement communautaire une cohérence beaucoup plus forte et une participation mieux identifiée

dans les débats, ce qui lui donne une capacité de négociation avec les divers pouvoirs publics et dans la société en général. On peut interpréter ce trait comme une conséquence de la reconnaissance sociale qui lui permet de se développer et en même temps comme une condition importante de reconnaissance politique et institutionnelle qui a été authentifiée lors du Sommet socio-économique d'octobre 1996³.

Cette reconnaissance sociale passe aussi par les alliances que le mouvement communautaire est capable d'entretenir avec les autres mouvements sociaux, en dépit de tensions latentes, et parfois explicites, sur le plan des enjeux, des intérêts, des ressources et des stratégies. Ainsi, le mouvement syndical est un allié important en développement économique communautaire (Bélangier, Boucher et Lévesque, 2000; Favreau et Lévesque, 1996; Morin, 1994-1995), tout comme le mouvement des femmes et le mouvement communautaire sont associés dans la lutte à la pauvreté et l'insertion sociale (D'Amours, 2002). Les liens avec le mouvement écologique sont plus rares, mais il en existe certains du côté de la récupération, des vêtements entre autres, et de l'insertion par l'emploi (Gendron, 2002).

L'impact du mouvement syndical comme du mouvement communautaire apparaît donc plus important dans la société québécoise qu'ailleurs en Amérique du Nord. Ce poids relatif pourrait justifier les organisations de ces mouvements sociaux de s'asseoir sur leurs positions et de se replier sur des actions purement dénonciatrices et défensives ou oppositionnelles. Or, bien que cela ne fasse pas consensus dans toutes les instances des organisations de ces mouvements, la tendance générale va plutôt du côté de l'innovation et de la recherche de nouveaux arrangements sociaux et modes de gouvernance et de régulation.

3. L'invention de nouvelles formes d'entrepreneuriat et de gouvernance

Ainsi, face à la poussée néolibérale qui a déferlé sur le continent à partir du début des années 1980, les syndicats et les organisations communautaires ont progressivement mis de

³ Pour ce Sommet, l'État québécois avait convoqué non seulement les acteurs traditionnels des délibérations typiques des États sociaux-démocrates, c'est-à-dire le patronat et les syndicats, mais aussi un quatrième acteur composé de divers groupes de la mouvance socio-communautaire, dont les associations, les organisations du mouvement des femmes, les groupes écologiques et les organisations religieuses.

l'avant des pistes pour la construction d'un modèle alternatif de développement tant au modèle néolibéral qu'au modèle fordiste et providentialiste. Entre autres, on a vu émerger dans ces deux milieux, des propositions de nouvelles formes d'entrepreneuriat et de gouvernance. Nous pourrions l'illustrer par plusieurs exemples dans l'un et l'autre cas, mais je vais m'en tenir ici à l'expérience du Fonds de solidarité de la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ) du côté syndical et à l'évolution de l'action du mouvement communautaire dans l'Outaouais dans le secteur du logement de l'autre côté.

3.1 Le mouvement syndical : de l'affrontement à la concertation

La radicalisation des syndicats québécois au cours des années 1960 et 1970 a été qualifiée de « syndicalisme de combat » (Piotte, 1998 et 1977) d'une part et de « syndicalisme d'affrontement » (Boucher, 1994 et 1992; Dionne, 1991) d'autre part. Alors que la première notion laisse entendre qu'il n'y a de véritable action syndicale de classe que la stratégie d'affrontement, la deuxième veut faire ressortir que l'affrontement représente une stratégie et une forme de lutte ou de combat social propre à un contexte donné et qu'il peut exister d'autres formes de luttes transformatrices. Il est vraisemblable que les syndicats québécois inventent de nouvelles formes de luttes sociales. Avant de s'y arrêter, commençons par saisir l'objet de l'affrontement qu'ont connu les syndicats au cours des années 1970 notamment.

L'opposition syndicale vise trois cibles pendant cette période de radicalisation : le capitalisme, l'État et l'autoritarisme au travail. Selon les positions de la Confédération des syndicats nationaux (CSN) (Boucher, 1994), que l'on retrouve également à la Centrale de l'enseignement du Québec (CEQ)⁴ et à la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ) (Roc, 2003) avec des accents légèrement différents, le capitalisme, particulièrement les grandes multinationales américaines, se trouve à la source de beaucoup de maux sociaux et économiques. Ce sont d'ailleurs ces grandes entreprises capitalistes qui conditionnent les États canadien et québécois, la dépendance étant amplifiée par le fait de la domination nationale sur le Québec. On impose ainsi à la population une culture et un mode de consommation. Cette domination s'exerce aussi sur le travail du fait de l'aliénation au

travail, du poids du pouvoir patronal sur les lieux du travail et de l'incapacité des syndicats de la faire reculer.

Dans une telle représentation des rapports sociaux, l'entreprise demeure celle de l'autre, du capitaliste, et toute tentative de cogestion s'avère impossible, à l'exception peut-être des entreprises publiques (Boucher, 1994). Cette représentation de l'entreprise restait tout à fait cohérente avec le paradigme sous-jacent au rapport salarial fordiste selon lequel la direction de l'entreprise et l'orientation de la production, donc l'entrepreneuriat, demeuraient sous le contrôle entier du patronat alors que l'action syndicale se centrait avant tout sur la négociation du partage des rendements économiques. Or, au cours des années 1980, cette conception s'est mise à changer dans les grandes organisations syndicales québécoises. Par exemple, lors de son Congrès de 1986, l'Exécutif de la CSN (1986, p. 36) parlait, dans son rapport, de « 'leurs' entreprises qui sont d'abord les nôtres », parce qu'elles existaient grâce à l'excellent travail et à l'implication des salariés. Entre-temps, à partir de 1984 plus précisément, la FTQ avait mis sur pied son Fonds de solidarité⁵ qui allait devenir un outil majeur d'insertion syndicale dans l'entrepreneuriat.

Avec ce fonds d'investissement de risque qui allait devenir le plus important du Canada, la FTQ avait pour but « de créer des emplois en partenariat avec les entrepreneurs et non de devenir elle-même entrepreneur et gestionnaire » (Lévesque et *alii*, 2000). Ses investissements se sont donc réalisés surtout dans les PME, mais en demeurant toujours minoritaires dans l'entreprise de façon à éviter d'en prendre le contrôle et la gestion. Mise de l'avant sous le leadership d'un président charismatique, Louis Laberge, cette idée n'arrivait pas de nulle part (Fournier, 1991). Certes, le projet du Fonds de solidarité s'inspirait des fonds salariaux d'investissement des syndicats suédois, tout en étant fort différent, acceptant l'idée de profits et recueillant l'épargne des travailleurs sur une base volontaire plutôt que de capitaliser sur une cotisation salariale obligatoire comme en Suède. On pourrait y voir aussi une influence des *Employee Stock Ownership Plans* (ESOPs) américains, mais encore là, cette forme d'épargne-investissement ouvrière gérée en fiducie demeurait plutôt sous le contrôle ou l'influence de l'employeur qui choisissait le

⁴ Maintenant la Centrale des syndicats québécois (CSQ).

⁵ Je m'appuie ici sur Fournier (1991) et surtout sur Lévesque et *alii* (2000).

gestionnaire (Lévesque et *alii*, 2000). Or, les épargnes des travailleurs, rassemblées par le Fonds de solidarité de la FTQ, restaient sous le contrôle de la centrale syndicale tout en étant gérées par le Fonds.

En effet, l'originalité de ce fonds d'investissement repose sur le fait que son initiateur, la FTQ, continue à y jouer un important rôle associatif en assurant la participation et le contrôle des travailleurs sur son orientation, alors que le Fonds de solidarité agit lui-même comme une entreprise d'investissement en rapport avec des entreprises privées contrôlées par des entrepreneurs locaux (Lévesque et *alii*, 2000). Ainsi, cette institution financière s'inscrit dans la foulée de l'entrepreneuriat collectif, mais d'un type différent de l'État entrepreneur inspiré par la perspective économique de Keynes ou sociale de Beveridge. En même temps, il n'aurait pu naître sans la complicité et le soutien de l'État québécois d'abord, qui cherchait à passer d'une position d'entrepreneur à celle de partenaire, selon une perspective de gestion moins hiérarchique et centralisée, puis deux ans plus tard, par le gouvernement fédéral⁶. Il faut aussi souligner que le projet du Fonds de solidarité s'inscrit dans la mouvance de Corvée-Habitation mis de l'avant par la FTQ lors du sommet socio-économique de 1981, bien que le patronat et les institutions financières n'avaient pas voulu adhérer à cette proposition syndicale.

Bref, « le Fonds de solidarité FTQ recompose et articule plusieurs intérêts et moyens d'action présents dans la société québécoise, mais en évitant les écueils qu'une longue expérience pratique avait permis d'établir » (Lévesque et *alii*, 2000 : p. 18). Il s'appuie sur des apprentissages collectifs accumulés par la FTQ à partir d'expériences telles que l'autogestion avec Tricofil, sa participation à Tembec et Corvée-Habitation. Le Fonds allait lui-même devenir un milieu d'apprentissage exceptionnel, entre autres avec son large programme de formation économique pour les travailleurs, offert dans certains cas à des cadres d'entreprise. De plus, les salariés sont invités à participer au bilan social de l'entreprise candidate à un investissement, bilan obligatoire en sus du bilan économique, alors que les institutions classiques de financement ne tiennent compte que du deuxième. Enfin, si le Fonds de solidarité de la FTQ agit dans un espace national depuis sa création,

⁶ Il est connu que les deux ordres de gouvernement accordent des avantages fiscaux attrayants pour les épargnants qui déposent leurs parts comme Régime enregistré d'épargne-retraite (REÉR).

comme fonds général d'investissement de risque disponible aux entreprises québécoises et comme soutien à la création et au maintien d'emplois, il s'est aussi déployé structurellement dans toutes les régions du Québec avec la création des Fonds régionaux, et même sur le plan local par la mise en place des Sociétés locales d'investissement dans le développement de l'emploi (SOLIDE), un réseau de 86 fonds qui, en plus d'avoir un impact important sur la création de l'emploi, favorise un mode de gouvernance participatif qui implique différents acteurs locaux (Lévesque, 2001; Lévesque et *alii*, 2000).

Résultant « d'une triple convergence entre l'imagination créatrice de quelques acteurs stimulée par leurs expériences pratiques multiples et variées (un entrepreneurship collectif), une nouvelle approche syndicale de la part de la FTQ et une réorientation de la politique économique du gouvernement du Québec » (Lévesque et *alii*, 2000, p. 58), le Fonds de solidarité FTQ est porteur d'intérêt général en passant par le développement économique du Québec, tout en faisant se rencontrer l'intérêt collectif des membres que représente la centrale syndicale en tant qu'association et l'intérêt individuel des membres-actionnaires qui recherchent rendement et sécurité sur leurs épargnes. Il « hybride » en quelque sorte les ressources publiques sous forme d'avantages fiscaux, celles du marché avec la capitalisation des épargnes et des rendements sur les investissements, tout comme celles des soutiens collectifs et bénévoles de l'organisation syndicale. Le Fonds de solidarité FTQ rentre ainsi dans la mouvance de l'économie solidaire tout comme de l'économie plurielle (Laville, 2000). Enfin, si la FTQ joue son rôle d'association, c'est-à-dire de défense et de promotion des droits et des intérêts des travailleurs, par rapport au Fonds de solidarité qui, lui, demeure une entreprise, ce dernier conserve cependant une existence indépendante juridiquement. Mais ce type de jonction entre deux logiques d'actions différentes dans le mouvement syndical peut se retrouver aussi dans le mouvement communautaire.

3.2 Le mouvement communautaire : de la revendication au partenariat

Le mouvement communautaire ou associatif québécois a connu une accélération de son développement à partir des années 1970. Bien qu'elle se soit réalisée en parallèle, son évolution rappelle celle des syndicats, passant de certaines formes de radicalisme à une perspective de partenariat avec d'autres acteurs, les dispositifs et pouvoirs publics surtout (Bélanger, Boucher et Lévesque, 2000). On peut ainsi retracer trois générations dans

l'histoire du mouvement communautaire contemporain au Québec (Bélanger et Lévesque, 1992) qui nous permettent de mieux comprendre les positions actuelles de certains groupes, entre autres dans le secteur du logement.

La première génération est apparue avec les premiers comités de citoyens de Montréal au cours des années 1960, comme organisations autonomes et critiques par rapport aux pouvoirs locaux, dans le contexte de la modernisation accélérée de l'État québécois. Ces groupes intervenaient sur les plans du logement, de la santé, de la rénovation urbaine et de l'éducation des jeunes entre autres. Financés en bonne partie par l'État, ils exerçaient des pressions en vue du développement de l'État-providence et des services publics tout en accentuant progressivement leurs critiques à l'égard du fonctionnement centralisé et hiérarchique de cette forme d'État, radicalisant même leurs discours, dans certains cas, au tournant des années 1970, dans la perspective de la prise du pouvoir d'État. Ce type d'intervention visait la participation de la population à l'amélioration de ses conditions de vie en s'adressant aux pouvoirs publics par la voie de la revendication et de la pression.

Parallèlement à ce radicalisme, d'autres groupes se lançaient dans la production de services mieux adaptés aux besoins de la population auxquels les dispositifs publics n'arrivaient pas à répondre de façon adéquate. Ainsi naissait une deuxième génération d'organisations communautaires, les groupes de services : comptoirs alimentaires, associations coopératives d'économie familiale, services sur le plan de la santé et du droit, maisons de chômeurs, garderies, coopératives d'habitation, coopératives de travail, entreprises d'insertion, etc. Ces organisations communautaires faisaient ainsi l'expérience de l'entrepreneuriat. Elles opéraient soit sous le mode de la cogestion, entre producteurs (bénévoles et salariés) et consommateurs des services, soit sous le mode de l'autogestion (Bélanger, Boucher et Lévesque, 2000). Bien que largement financées par l'État, plusieurs organisations communautaires se définissaient elles-mêmes et leurs services comme « alternatifs », tant par rapport à ceux de l'État que du secteur marchand.

Le développement de ces alternatives allait constituer la base d'une nouvelle génération de groupes communautaires à partir du milieu des années 1980, celle de la concertation et du partenariat avec les pouvoirs publics et certains acteurs de l'économie marchande. Ce troisième type d'intervention a été rendu possible grâce à la fois au poids social et à la

reconnaissance politique qu'ont acquis ces groupes et aux innovations qu'ils ont mis en place. Cette dernière génération s'est d'abord construite à travers le développement local et ses dispositifs de coordination, les fonds de financement, les entreprises de récupération vouées en même temps à l'insertion par le travail, les coopératives sociales, les services en santé mentale, mais aussi le logement.

Des années 1960 aux années 1990, le mouvement communautaire est donc passé d'une position d'opposition assez radicale à l'égard d'un État centralisateur à des formes plus partenariales d'intervention dans divers secteurs. Mais il n'existe pas d'unanimité à l'intérieur du mouvement communautaire à ce sujet, pas plus que le mouvement syndical. En effet, comme l'expliquent Bélanger et Lévesque (1992), l'idée de générations laisse entendre que pendant que croît une nouvelle génération, les précédentes n'ont pas nécessairement disparu. Ainsi, l'objectif de l'opposition et les stratégies de revendication et de pression n'ont pas cessé d'exister, ce qui devient difficile à concilier avec une pratique de partenariat avec les mêmes acteurs que l'on critique, que ce soit l'État ou les pouvoirs publics locaux. Bien que ces positions semblent inconciliables, l'acteur communautaire invente ici et là des façons de maintenir les deux missions. C'est ce que semble avoir réalisé les organisations communautaires impliquées dans le logement dans le milieu urbain de l'Outaouais québécois (Boucher et Inkel, 2001).

La défense des droits dans le secteur du logement dans ce milieu remonte à la fin des années 1960, dans le cadre d'importantes expropriations d'habitations dans le but d'étendre la capitale canadienne sur la rive québécoise de la Rivière des Outaouais (Poirier, 1986). La population s'est alors donnée une organisation de résistance, **Logement-va-pu**, qui a cessé ses activités à cause d'une crise interne d'orientation de son action. C'est une nouvelle organisation, **Logemen'occupe** qui a pris le relais et qui est toujours active dans la défense des droits dans le secteur du logement.

Logemen'occupe a acquis sa légitimité sociale grâce à son implication dans la lutte contre la pauvreté, prise dans sa dimension aussi bien sociale qu'économique. C'est d'abord la dimension économique qui a motivé son action. Associée à l'augmentation des coûts du logement, la baisse des revenus rendait les conditions de vie de plus en plus précaires pour une partie de la population. Cette contrainte sert toujours d'argumentation à

Logemen'occupe pour convaincre l'État d'investir à nouveau dans le logement social. Mais dans les années 1990, la dimension sociale de la pauvreté s'est en quelque sorte imposée à cette organisation communautaire, avec les phénomènes de fragilisation psychologique et familiale, d'isolement et de détresse, de glissement vers la grande pauvreté, l'exclusion et la marginalité⁷. Ce contexte d'appauvrissement et le programme Accès Logis de l'État québécois le conduisaient à lancer, parallèlement à son action habituelle, un projet de logement associatif avec soutien communautaire aux résidants, **Mon Chez Nous**.

Ainsi, à l'initiative de Logemen'occupe, Mon Chez Nous a été conçu comme un dispositif de coordination d'interventions de diverses organisations communautaires auprès de personnes fragilisées et appauvries en plus d'être un maître d'œuvre de production de logement social. Il s'agit d'une logique d'action fort différente de la pression et de la revendication. Au lieu d'exiger que l'État et les autres dispositifs publics financent, produisent et gèrent le logement social selon un modèle technocratique plutôt centralisé qui exclut largement la participation de la population, on propose que les besoins soient identifiés et les projets planifiés localement, selon des arrangements entre divers acteurs : groupes de la société civile, pouvoirs locaux et institutions étatiques.

Or, pour arriver à ces ententes, Mon Chez Nous et Logemen'occupe ont dû vaincre des résistances. En effet, sur la base de préjugés, certaines personnes refusent de voir arriver dans leur voisinage un groupe d'individus qui éprouveraient des problèmes trop visibles ou auraient des comportements considérés comme anormaux. Or, avec l'inclusion statutaire d'un représentant du voisinage au Conseil d'administration de Mon Chez Nous et avec la réussite d'une première expérience de ce type de logement avec support communautaire pour les personnes fragiles, les résistances de la population environnante se sont grandement estompées. Mais dans ce processus, il a fallu que ces organisations obtiennent également la complicité de certains élus clés du gouvernement municipal confronté de plus en plus à l'émergence de nouvelles formes de pauvreté et à un problème croissant de pénurie de logements locatifs.

Ces logiques différentes d'organisation communautaire n'apparaissent pas nécessairement comme distinctes pour les observateurs extérieurs, même avec la création d'une entité

⁷ À ce sujet, voir entre autres Castel (1995), Gaulejac et Léonetti (1994), Paugam (1994).

séparée comme Mon Chez Nous. Aussi, les autorités publiques locales ont-elles eu de la difficulté à se départir d'une certaine méfiance envers les groupes de cette filière qui ont fait de la pression politique leur stratégie centrale dans le passé. Le passage entre cette position et la recherche de partenariats avec les pouvoirs publics locaux demeure ardu. S'il est maintenant réalisé avec le gouvernement municipal actuel, elle a toujours du mal à s'établir avec la Régie régionale de santé et de services sociaux de l'Outaouais, qui n'a pas encore accepté de participer au financement de l'intervention permanente auprès des locataires⁸, dont plusieurs sont affectés par des problèmes de santé mentale comme de santé physique. En fait, cette résistance reproduit la logique demeurée encore trop sectorielle et souvent centralisée de l'État québécois. Ainsi, le ministère des Affaires municipales et de la Métropole, qui est devenu un partenaire privilégié et le soutien financier principal du logement associatif, ne se sent pas concerné par la dimension du support personnel à donner aux personnes fragiles et renvoie les acteurs au ministère de la Santé et des Services sociaux qui, lui, ne veut pas toucher aux questions du logement.

À l'intérieur même du mouvement communautaire, il n'existe pas d'unanimité quant à la stratégie à privilégier sur le plan du logement pour les personnes aux revenus modestes ou qui sont fragilisées. Logemen'occupe défend une perspective d'appui étatique à l'entrepreneuriat associatif alors que le Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU), dont il est membre, soutient que le financement devrait aller surtout au logement social, c'est-à-dire de propriété et de gestion publiques, communément appelé HLM (habitation à loyer modique). Le premier se situe donc dans une logique entrepreneuriale et associative tout en défendant les droits sociaux, alors que le deuxième accorde encore une priorité à une logique providentialiste tout en reconnaissant la pertinence de l'autre. Tout se passe comme s'il subsistait, dans une partie du mouvement communautaire tout comme dans certains secteurs du mouvement syndical, des hésitations ou même une méfiance envers la négociation et la concertation entre acteurs sociaux. Mais nous retrouvons dans le secteur du logement communautaire, dans la région de l'Outaouais

⁸ Ce type d'intervention est habituellement assumé par un concierge résidant, comme il a été d'abord mis en place à la Fédération des OSBL d'habitation de Montréal (Jetté et *alii*, 1998). Mais elle semble devoir se professionnaliser en Outaouais avec l'offre de services spécialisés dans le domaine par la Coopérative de solidarité des services aux organismes d'habitation de l'Outaouais qui constitue, après Mon Chez Nous et les Œuvres Isidore Ostiguy, une troisième entreprise créée dans cette mouvance.

du moins, une forme originale d'arrimage entre la dimension de défense des droits et celle de développement d'une alternative ou de transformation sociale active propre à tout mouvement social.

CONCLUSION

Cet examen partiel de l'action récente du mouvement communautaire comme du mouvement syndical nous amène à constater un cheminement étonnamment apparenté, bien que parallèle, dans l'élaboration de nouveaux modes de coordination et de nouveaux arrangements sur le plan du développement tant économique que social⁹. Certes, il faudrait vérifier plus largement cette hypothèse à partir d'autres cas dans l'un et l'autre mouvement social. Mais on sait déjà que l'action du mouvement communautaire comme du mouvement des femmes a connu une évolution semblable dans le secteur des services de garde des enfants. Nous pouvons soutenir une hypothèse semblable en ce qui concerne le secteur de la santé mentale (Boucher et Inkel, 2001b; Boucher, 2000). Du côté syndical, le Fondaction de la CSN procède de la même logique que le Fonds de solidarité de la FTQ alors que la CSQ est partie prenante de ce dernier.

Ainsi, si nous nous fions à ces cas, les syndicats et les organisations communautaires du Québec sont devenus de véritables inventeurs de nouvelles formes d'action collective, mais aussi de coordination du développement ou de gouvernance. Ils participent donc très directement à la production de ce qui pourrait constituer un nouveau modèle de développement social et économique, à la fois différents du modèle d'Après-guerre et du modèle néolibéral.

Ce modèle rompt en effet d'avec le fordisme et le providentialisme, où l'action des mouvements sociaux était centrée presque exclusivement sur la revendication et la pression. En effet, sous le fordisme, l'action syndicale typique consistait essentiellement, et parfois radicalement, à forcer un partage plus équitable de la plus-value entre patrons et salariés. Avec les années 1980, elle s'est élargie progressivement pour inclure les questions d'organisation du travail et d'orientation de la production (Boucher, 1994), y compris en investissant le terrain de l'actionnariat et de l'entrepreneuriat (Lévesque et *alii*, 2000). À l'égard du providentialisme, les organisations communautaires avaient orienté leur action à la fois sur la critique de l'organisation technocratique et bureaucratique du régime étatique

⁹ Nous avons repéré un processus d'évolution parallèle semblable en ce qui concerne le passage d'une stratégie d'affrontement à une stratégie de partenariat pour les syndicats et les groupes communautaires (Bélanger, Boucher et Lévesque, 2000).

et la revendication d'une panoplie toujours plus large de services publics accessibles à la population, jusqu'à devenir elles-mêmes productrices des services mieux adaptés (Bélanger et Lévesque, 1992).

En même temps, les organisations syndicales comme les groupes communautaires québécois ne sont pas passés à une action centrée uniquement sur l'entrepreneuriat et le partenariat, ce qui leur a permis de sortir des positions défensives qui ont été les leurs au plus fort de la crise du fordisme et du providentialisme (Boucher, 1992). Ils maintiennent leur rôle d'opposition et cherchent même à inventer de nouvelles façons de protéger les droits et de promouvoir les attentes des groupes sociaux dont ils sont issus, comme nous le voyons avec le Fonds de solidarité et les organisations communautaires dans le secteur du logement. Ces deux modes d'action sont de moins en moins séparés, comme deux stratégies opposées qui créeraient des divisions à l'intérieur même d'un mouvement social. Ils soutiennent plutôt une tension créatrice qui assure à la fois l'innovation dans l'action et l'autonomie dans la structure sociale. De la sorte, ils ne sont pas aspirés par la mouvance néolibérale.

Certes, il serait téméraire de penser que les mouvements sociaux garantissent, au Québec, un barrage définitif à la poussée néolibérale environnante. D'autres forces sociales le maintiennent toujours à leur agenda, mais le poids des mouvements sociaux, la reconnaissance sociale et politique qu'ils ont acquis ainsi que leur capacité fédérative en font un acteur incontournable et difficilement assimilable. Ils forcent ainsi la délibération et la négociation sociale beaucoup plus efficacement que dans d'autres régions de l'Amérique du Nord. Ils demeurent ainsi un acteur important dans la mise en place de nouvelles configurations du développement social et économique du Québec. Bien que ces négociations sociales, plus ou moins formelles, plus ou moins institutionnelles, impliquent des compromis entre acteurs à un moment ou l'autre, la spécificité d'un modèle de développement québécois tient en bonne partie à l'action des mouvements sociaux.

... tout en s'écartant radicalement du modèle néolibéral.

BIBLIOGRAPHIE

- ALTHUSSER, Louis et Étienne Balibar (1970). *Lire le capital*, Paris, Maspero.
- BAGAOUI, Rachid., Donald Dennie et Nérée St-Amand (dir.) (1999). «Pratiques et développement économique communautaire », *Reflets*, vol. 5, no 1, printemps.
- BÉLANGER, Paul R. et Benoît Lévesque (1992). « Le mouvement populaire et communautaire : de la revendication au partenariat », dans Gérard Daigle et Guy Rocher (dir.), *Le Québec en jeu. Comprendre les grands défis*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, pp. 713-747.
- BÉLANGER, Paul R., Jacques Boucher et Benoît Lévesque (2000), « L'économie solidaire au Québec : la question du modèle de développement », dans Jean-Louis Laville (dir.), *L'économie solidaire. Une perspective internationale*, Paris, Desclée de Brouwer, pp. 136-175, (première édition : 1994).
- BÉLANGER, Yves (1998). *Québec inc. L'entreprise québécoise à la croisée des chemins*, Montréal, Éditions Hurtubise HMH.
- BOLTANSKI, Luc et Ève Chiapello (1999). *Le nouvel esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard.
- BOUCHER, Jacques L. (2002). « Mouvements sociaux : principales approches théoriques », dans Nikolaï Tilkidjiev et Svetla Koleva (dir.), *Doctorat en sociologie : nouvelles pratiques de formation*, Sofia, Kota, pp. 70-84 (en bulgare).
- BOUCHER, Jacques L. (2001). « Transformations sociales et orientation de société », dans Jacques L. Boucher, Guéorgui Fotev et Svetla Koleva (dir.), *Mutations de société et quête de sens. Une rencontre entre des sociologues bulgares et québécois*, Sofia, Éditions LIK, pp. 19-44.
- BOUCHER, Jacques L. (2000). *Santé mentale et insertion sociale : de l'hospitalisation à l'organisation communautaire*, Communication au congrès de l'Association Internationale des Sociologues de Langue Française (AISLF) tenu à Québec du 3 au 7 juillet.
- BOUCHER, Jacques (1994). *Transformation du discours de la Confédération des syndicats nationaux sur la modernisation sociale des entreprises (1970-1992)*, Thèse de doctorat, Université du Québec à Montréal, Département de sociologie, parue aux *Cahiers du CRISES*, vol. 1994, no 1.
- BOUCHER, Jacques (1992). « Les syndicats : de la lutte pour la reconnaissance à la concertation conflictuelle », dans Gérard Daigle et Guy Rocher (dir.), *Le Québec en jeu. Comprendre les grands défis*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, pp. 107-136.
- BOUCHER, Jacques (1990). *Mouvements sociaux. Réflexion à partir des théories de l'action collective et de la régulation*, Université du Québec à Montréal, CRISES, Cahier no 9003.

- BOUCHER, Jacques L. et André Inkel (2001a). *Mouvement communautaire et logement social : les cas de Logemen'occupe et Mon Chez Nous*, Université du Québec à Hull, Cahiers de la Chaire de recherche en développement communautaire, no PES 19.
- BOUCHER, Jacques L. et André Inkel (2001b). *Santé mentale, hébergement communautaire et logement social : les cas Maison Réalité et Habitations Nouveau Départ*, Université du Québec à Hull, Cahiers de la Chaire de recherche en développement communautaire, no PES 20.
- BOURQUE, Gilles L. (2000). *Le modèle québécois de développement. De l'émergence au renouvellement*, Sainte-Foy (Québec), Presses de l'Université du Québec.
- BOYER, Robert (1986). *La théorie de la régulation : une analyse critique*, Paris, La Découverte.
- CASTEL, Robert (1995). *Les métamorphoses de la question sociale. Une chronique du salariat*, Paris, Fayard.
- CHOUINARD, Omer et Brett Fairbairn (dir.). « L'économie sociale au Canada », *Économie et Solidarités*, vol. 33, no 1.
- CROZIER, Michel et Erhard Friedberg (1977). *L'acteur et le système*, Paris, Seuil.
- CSN (1986). « Gagner du terrain. Procès-verbal. 53^e congrès de la CSN », Montréal, Confédération des syndicats nationaux.
- D'AMOURS, Martine (2002). « Processus d'institutionnalisation de l'économie sociale : la part des mouvements sociaux », *Économie et Solidarités*, vol. 33, no 2, p. 27-40.
- DIONNE, Bernard (1991). *Le Syndicalisme au Québec*, Montréal, Boréal.
- DUPUIS, Jean-Pierre, dir. (1995). *Le modèle de développement économique. Débat sur son contenu, son efficacité et ses liens avec les modes de gestion des entreprises*, Cap-Rouge, Presses Inter Universitaires.
- FAVREAU, Louis (2000). « Le mouvement communautaire aux Etats-Unis : un mouvement méconnu, une tradition de plus de cinquante ans », dans Jean-Louis Laville (dir.), *L'économie solidaire. Une perspective internationale*, Paris, Desclée de Brouwer, pp. 90-135, (première édition : 1994).
- FAVREAU, Louis et Benoît Lévesque (1996). *Développement économique communautaire. Économie sociale et intervention*, Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec.
- FOURNIER, Louis (1991). *Solidarité Inc. Un nouveau syndicalisme créateur d'emplois*, Montréal, Québec/Amérique.
- GAULEJAC, Vincent de et Isabel Taboada Léonetti (1994). *La lutte des places. Insertion et désinsertion*. Paris, Desclée de Brower.
- GENDRON, Corinne (2002). « Économie sociale et mouvement vert : quel ancrage? », *Économie et Solidarités*, vol. 33, no 2, pp. 81-99.
- GRANT, Michel (1990). « Vers la segmentation du syndicalisme au Québec (de la radicalisation au ressac : 1964-1989), dans Rodrigue Blouin (dir.), *Vingt-cinq ans de*

- pratiques en relations industrielles au Québec*, Cowansville (Québec), Yvon Blais inc., pp. 309-341.
- JETTÉ, Christian, Luc Thériault, Réjean Mathieu et Yves Vaillancourt (1998). *Évaluation du logement social avec soutien communautaire à la Fédération des OSBL d'habitation de Montréal (FOHM)*. Université du Québec à Montréal, LAREPPS.
- LAVILLE, Jean-Louis, dir. (2000). *L'économie solidaire. Une perspective internationale*, Paris, Desclée de Brouwer, pp.9-89, (première édition : 1994).
- LÉVESQUE, Benoît (2001). « Originalité et impact de l'action des sociétés locales d'investissement et de développement de l'emploi (SOLIDE) sur le développement local et sur l'emploi au Québec », *Économie et Solidarités*, vol. 32, nos 1-2, pp. 193-211.
- LÉVESQUE, Benoît, Paul R. Bélanger, Marie Bouchard, Marguerite Mendell, André Lavoie, Corinne Gendron et Ralph Rouzier (2000), *Un cas exemplaire de nouvelle gouvernance*, Montréal, Fonds de solidarité FTQ.
- LIPIETZ, Alain (1996). *La société en sablier. Le partage du travail contre la déchirure sociale*, Paris, La Découverte.
- LIPIETZ, Alain (1989). *Choisir l'audace. Une alternative pour le XXIe siècle*, Paris, La Découverte.
- LIPIETZ, Alain (1979). *Crise et inflation, pourquoi?*, Paris, Maspero.
- MELUCCI, Alberto (1985). « The Symbolic Challenge of Contemporary Movements », *Social Research*, vol. 52, no 4, pp. 789-816.
- MORIN, Richard (1994-1995). « L'expérience montréalaise des corporations de développement économique communautaire : à la croisée des chemins », *Coopératives et Développement*, vol. 26, no 2, pp. 13-39.
- OFFE, Claus (1985), « New Social Movements : Challenging the Boundaries of Institutional Politics », *Social Research*, vol. 52, no 4, pp. 817-868.
- OLSON, Mancur (1971). *The Logic of Collective Action*, Cambridge, Mass., Addison-Wesley.
- PAUGAM, Serge (1994). *La disqualification sociale. Essai sur la nouvelle pauvreté*, Paris, Presses Universitaires de France.
- PIOTTE, Jean-Marc (1998). *Du combat au partenariat. Interventions critiques sur le syndicalisme québécois*, Montréal, Éditions Nota bene.
- PIOTTE, Jean-Marc (1977). *Le syndicalisme de combat*, Montréal, Saint-Martin.
- POIRIER, Roger (1986). *Qui a volé la rue Principale?*, Montréal, Éditions Départ.
- ROC, Jean-Claude (2003). *L'analyse du discours de la FTQ sur les changements intervenus dans l'organisation du travail dans les entreprises. 1970-1998*, Université du Québec à Montréal, Département de sociologie, Thèse de doctorat.
- ROUILLARD, Jacques (1989). *Histoire du syndicalisme québécois*, Montréal, Boréal.
- SMELSER, Neil J. (1962). *Theory of Collective Behavior*, New York, Free Press.

TILLY, Charles (1985). « Models and Realities of Popular Collective Action », *Social Research*, vol. 52, no 4, pp. 749-787.

TOURAINÉ, Alain (1984). *Le retour de l'acteur*, Paris, Fayard.

TOURAINÉ, Alain (1978). *La voix et le regard*, Paris, Seuil.

VAILLANCOURT, Yves (1988). *L'évolution des politiques sociales au Québec : 1940-1960*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal.

ANNEXE I

Liste des cahiers de l'ARUC-ÉS

Liste des cahiers de l'ARUC-ÉS

1. Collection INTERVENTIONS

No	titre	ISBN	pges	prix
I-01-2001	L'innovation sociale : un élément fondamental d'une politique scientifique équilibrée Mémoire présenté par le Chantier d'économie sociale à Jean Rochon, ministre de la Recherche, de la Science et de la Technologie	2-89276-203-0	16 p.	2,50
I-02-2001	Économie sociale et évaluation, état du dossier au Québec par Nancy Neamtan Document présenté au Forum sur l'innovation sociale de l'OCDE septembre 2000	2-89276-204-9	26 p.	3,00
I-03-2001	New Forms of Financing Social Economy Enterprises and Organisations in Quebec par Margaret Mendell, Université Concordia, Benoît Lévesque, UQÀM, Ralph Rouzier, Université Concordia Collaboration entre le Programme LEED et la Commission européenne et le fonds Marshall U.S. pour l'Allemagne.	2-89276-205-7	49 p.	4,50
I-04-2001	Économie sociale et solidaire dans un contexte de mondialisation : pour une démocratie plurielle par Benoît Lévesque Communication présentée à la 2e rencontre internationale à Québec du 9 au 12 octobre 2001 sur le thème « Globalisation de la solidarité » Copublication Crises/Aruc en économie sociale	2-89276-210-7	25 p.	3,00
I-01-2002	Le développement régional et local, avant et après la mondialisation par Benoît Lévesque Conférence prononcée à l'occasion de l'Assemblée générale du Conseil régional de développement (CRD) des Laurentides. 7 juin 2001	2-89276-226-X	29 p.	3,50
I-02-2002	Entrepreneurship collectif et économie sociale : entreprendre autrement par Benoît Lévesque. Communication présentée au Forum « L'entrepreneurship en économie sociale : Oser l'entrepreneuriat différemment ». organisé par le Centre local de développement des Moulins et par Emploi-Québec le 21 février 2002.	2-89276-227-8	37 p.	3,50
I-03-2002	Les entreprises d'économie sociale, plus porteuses d'innovations sociales que les autres? par Benoît Lévesque Communication présentée au Colloque du CQRS au Congrès de l'ACFAS, LE 15 mai 2001 sous le thème : « Le développement social au rythme de l'innovation »	2-89276-229-4	24 p.	3,00
I-04-2002	Pour repenser l'économie en vue d'un développement durable, un aperçu de la nouvelle sociologie économique par Benoît Lévesque Conférence d'ouverture du Colloque du comité de recherche 23, « Sociologie de l'environnement et du développement durable », de l'Association internationale de sociologie de langue française (AISLF) au Congrès de l'ACFAS, à l'Université Laval, les 14-15-17 mai 2002 dans le cadre du 70 ^e Congrès de l'ACFAS.	2-89276-217-0	35 p.	3,50

I-05-2002	L'économie solidaire au Brésil et à Rio Grande du Sud Allocution présentée par Rosinha Machado Carrion, professeure à l'Université fédérale de Rio Grande du Sud au Brésil dans le cadre du 2 ^e colloque provincial de ÉCO-CDEC, les 10 et 11 avril 2002.	2-89276-231-6	22 p.	3,00
I-06-2002	Les défis de la reconversion à partir de la société civile: ceux d'une gouvernance appropriée, d'une approche systémique et d'une économie sociale et plurielle Communication présentée par Benoît Lévesque au Colloque international <i>Rendez-vous Montréal 2002</i> sur les initiatives la reconversion industrielle à partir de la société civile, du 28 au 31 mai 2002 à l'Université du Québec à Montréal.	2-89276-238-3	24 p.	3,00
I-01-2003	Modèle de développement et mouvements sociaux : l'exception québécoise Par Jacques L. Boucher Communication présentée au Colloque « <i>Petites sociétés et minorités nationales : enjeux politiques et perspectives comparées</i> », Université d'Ottawa et Université du Québec en Outaouais, du 21 au 24 août 2002	2-89276-309-6	31 p.	3,50
I-02-2003	La lutte contre la pauvreté aujourd'hui : quelle(s) stratégie(s)? Par Louis Favreau Publication conjointe avec le CRDC	2-89276-310-X	40 p.	4,50

2. Collection TRANSFERT

T-01-2002	Recension de textes pertinents : Économie sociale, développement de l'emploi et l'insertion au Québec par Louis Favreau et Geneviève Huot	2-89276-227-8	23 p.	3,00
T-02-2002	Actes du Forum Actions culturelles et sociales : <i>Espaces émergents</i> « Lorsque la marge nourrit la norme et la transforme » Montréal les 6 et 7 octobre 2001	2-98074-280-5	103 p.	6,50
T-03-2002	Les entreprises d'économie sociale en loisir et tourisme social Synthèse du séminaire du 23 octobre 2001 par Geneviève Huot, sous la direction de Denis Bussièrès, Louis Jolin, Michel Nolin et Sonia Vaillancourt	2-89276-230-8	50 p.	4,50
T-04-2002	La participation des usagers dans les organisations offrant des services aux personnes : réalité ou discours? Synthèse du séminaire Services aux personnes organisé par le CAP Services aux personnes de l'Aruc-és, le 25 janvier 2002. par Geneviève Huot, sous la direction de Mireille Dumont-Lemasson et Christian Jetté.	2-89276-232-4	50 p.	4,50
T-05-2002	Notre intervention : pour qui et comment ? Synthèse du Forum sur l'intégration et l'insertion au marché, les 3 et 4 mai 2001, à l'UQAM, rédigée par Georges April, Vincent van Schendel et Mylène Tremblay	2-89276-236-7	31 p.	3,50
T-01-2003	Symposium sur le financement du logement communautaire, le 25 février 2002 Synthèse de Sylvie Rondot, assistante de recherche (Aruc-és) sous la direction de Marie Bouchard, UQAM	2-89276-245-6	40 p.	4,50

T-02-2003	Actes de colloque Rendez-vous Montréal 2002. Les initiatives de reconversion industrielle à partir de la société civile — 28 au 31 mai 2002 par Jean-Marc Fontan, Benoît Lévesque et Juan-Luis Klein, UQAM	2-89276-241-3	131 p.	7,00
T-03-2003	Compte rendu du séminaire L'insertion socioprofessionnelle, une réponse à la pauvreté par Joannie Rollin, coordinatrice de la Chaire de recherche du Canada en développement des collectivités et Martin Robitaille, professeur au département de travail social. Université du Québec en Outaouais	2-89276-242-1	37 p.	4,00
T-04-2003	Compte rendu du séminaire L'économie sociale en environnement : premier bilan international des ressourceries sous la direction de Michel Séguin, directeur général du Réseau des ressourceries du Québec	2-89276-243-X	91 p.	6,50
T-05-2003	Conditions de travail et syndicalisme en économie sociale : la situation dans les organismes de services aux personnes Synthèse du séminaire du 30 janvier 2003 par Luce Proulx, sous la direction de François Aubry, Denis Bussièrès et René Doré	2-89276-246-4	87 p.	6,00
T-06-2003	Symposium sur le financement de l'économie sociale, le 5 octobre 2002 à l'Université du Québec à Montréal, organisé par le CAP financement et le CAP échanges et comparaisons internationales de l'ARUC-ÉS Synthèse préparée par Ralph Rouzier, Marguerite Mendell (Université Concordia) et Benoît Lévesque (Université du Québec à Montréal)	2-89276-306-1	34 p.	4,00
T-07-2003	L'emploi dans les entreprises d'économie sociale du secteur du loisir et du tourisme social Synthèse du séminaire du 4 avril 2003-07-23 par Luce Proulx et Jocelyne Rouleau, sous la de Louis Jolin, Michel Nolin et Sonia Vaillancourt	2-89276-307-X	75 p.	6,00
T-08-2003	Deux Québec en un et Agir ensemble : 12 ans plus tard Synthèse du séminaire du 13 décembre 2001 par Geneviève Huot, avec la collaboration de Vincent van Schendel	2-89276-308-8	38 p.	4,00

3. Collection RECHERCHE

R-01-2001	Le logement coopératif au Québec : entre continuité et innovation par Marie Bouchard, professeure au département Organisation et ressources humaines, UQAM	2-89276-202-2	23 p.	3,00
R-02-2001	Les systèmes productifs locaux en Midi-Pyrénées et au Québec : vers l'émergence de systèmes régionaux de régulation des initiatives locales? par Régis Guillaume du Centre interdisciplinaire d'études urbaines. Maison de la recherche, Toulouse, France	2-89276-211-1	22 p.	3,00
R-03-2001	Stratégies intégrées d'insertion en emploi de personnes vivant en logement social : Analyse d'expériences nord-américaines et françaises – Rapport synthèse par Barbara Pfister, sous la direction de Marie Bouchard, Winnie Frohn et Richard Morin, professeurs à l'UQAM	2-89276-214-6	36 p.	4,00

R-04-2001	Stratégies intégrées d'insertion en emploi de personnes vivant en logement social : Analyse d'expériences nord-américaines et françaises – Rapport Analytique Par Barbara Pfister, Michel Rochefort et Joanie Rollin, sous la direction de Marie Bouchard, Winnie Frohn et Richard Morin, professeurs à l'UQAM	2-89276-215-4	243 p.	16,00
R-05-2001	Portrait des passerelles au sein de l'économie sociale au Québec par Geneviève Huot Projet de coopération France-Québec en économie sociale et solidaire	2-89276-220-0	80 p.	6,00
2002				
R-01-2002	Le développement régional aux États-Unis et en Europe : neuf études de cas par Juan-Luis Klein, Benoît Lévesque et Carole Tardif, UQAM	2-89276-221-9	50 p	4,50
R-02-2002	Système d'information et d'évaluation en économie sociale par Carole Tardif, Isabelle Tessier et Émilie Patry sous la direction de Juan-Luis Klein et Jean Carrière, professeurs à l'UQAM	2-89276-222-9	43 p.	4,50
R-03-2002	Portail de l'économie sociale au Québec : Un concept de système d'évaluation et d'information par Carole Tardif, Isabelle Tessier et Émilie Patry sous la direction de Juan-Luis Klein et Jean Carrière, professeurs à l'UQAM	2-89276-223-5	21 p.	3,00
R-04-2002	Configuration et défis de l'économie sociale québécoise dans la solidarité internationale avec le Sud par Louis Favreau, directeur de la Chaire de recherche du Canada en développement des collectivités. Copublication avec la Chaire de recherche en développement communautaire	2-89276-227-8	29 p.	3,00
R-05-2002	Lien social et développement économique : l'économie sociale au Bas-St-Laurent par Carol Saucier et Nicole Thivierge, professeurs à l'UQAR	2-89276-228-6	21 p.	3,00
R-06-2002	Développement local et économie solidaire en Amérique latine : des expériences innovatrices par Louis Favreau et Lucie Fréchette, professeurs à l'Université du Québec à Hull	2-89276-206-5	24 p.	3,00
R-07-2002	Portraits socio-Économiques de Sorel-Tracy et du Sud-ouest de l'Île de Montréal par Rémi Haff et Guy Lacroix, sous la direction de Jean-Marc Fontan et Juan-Luis Klein, professeurs à l'UQAM et avec la participation de René Lachapelle, organisateur communautaire au CLSC du Havre (Sorel-Tracy) et Jean Sylvestre de la FTQ (Sud-ouest)	2-89276-225-1	66 p.	5,00
R-08-2002	Le financement du logement communautaire : évolution et perspectives par Allan Gaudreault, consultant, habitation et développement communautaire et Marie Bouchard, professeure, Sciences de la gestion, UQAM	2-89276-224-3	78 p.	6,00

R-09-2002	Les politiques sociales s'adressant aux personnes ayant des incapacités au Québec : histoire, inventaire et éléments de bilan Sous la direction de Yves Vaillancourt, Jacques Caillouette et Lucie Dumais Rapport de recherche réalisé dans le cadre de la Phase 1 du projet « Inventaire et bilan des programmes de soutien et des services concernant les personnes ayant des incapacités au Québec ». Publication conjointe Laboratoire de recherche sur les pratiques et les politiques sociales (LAREPPS) et l'Aruc en économie sociale, UQAM.	2-89276-233-2	394 p.	25,00
R-10-2002	Le bilan social dans les entreprises, une pratique à imiter? Le cas des institutions financières coopératives par Julie Rondeau, professionnelle de recherche, UQAM et Marie Bouchard, professeure au département Organisation et ressources humaines, UQAM	2-89276-235-9	39 p.	4,00
R-11-2002	La qualité des services de garde à l'enfance. Un bilan de la littérature par Guy Bellemare, Anne-Renée Gravel et Louise Briand, professeurs à l'Université du Québec en Outaouais	2-89276-238-3	72 p.	6,00
R-12-2002	Projet Espaces Émergents <i>Faites de la musique</i>. Recherche évaluative : rapport final par Elaine Lachance et Jean-Marc Fontan, UQAM	2-89276-234-0	120 p.	10,00
2003				
R-01-2003	Vers un rapprochement des disciplines et pratiques professionnelles des relations industrielles, du travail social et du développement économique local et régional ? par Guy Bellemare, Professeur, Université du Québec en Outaouais	2-89276-239-1	30 p.	3,50
R-02-2003	Social Policy as a Determinant of Health and Well-Being : The Contribution of the Social Economy par Yves Vaillancourt, François Aubry, Louise Tremblay, Muriel Kearny	2-89276-240-5	46 p.	4,50
R-03-2003	L'évaluation en économie sociale. Petit aide-mémoire. par Sylvie Rondot et Marie Bouchard, UQAM	2-89276-244-8	35 p.	4,00

Les prix sont sujets à changement sans préavis